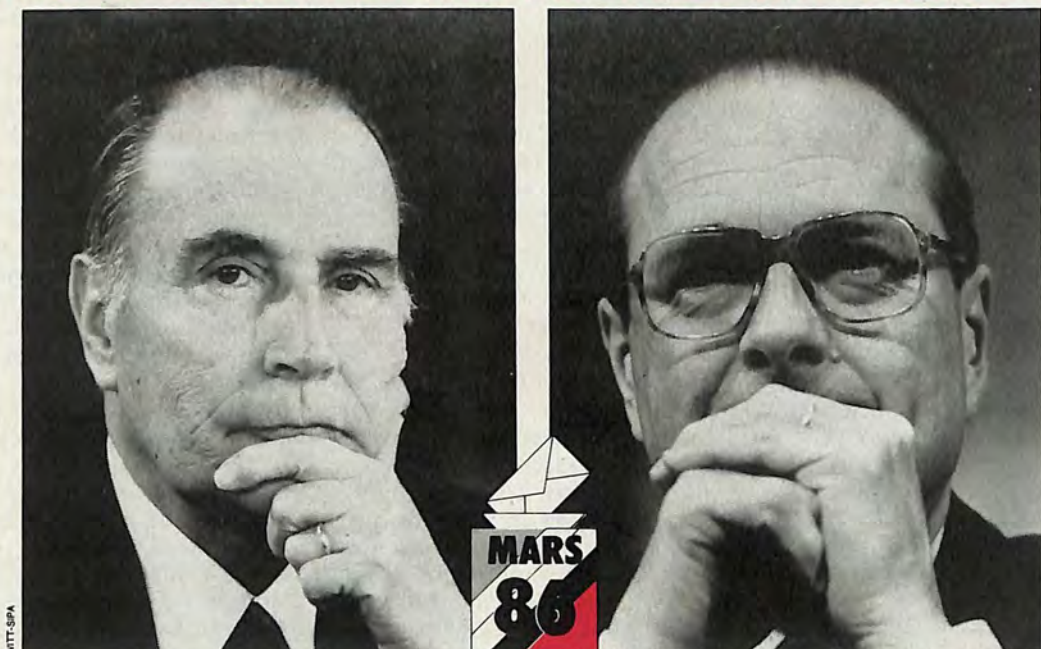




sondage
RTL ifop lepoint

La droite l'emporte la gauche gagne du terrain

Le troisième sondage préélectoral Ifop-RTL-« Le Point » enregistre une remontée du PS et soulève cette question : la droite peut-elle être battue ?

Comme tous les hommes politiques, François Mitterrand est un joueur. Mais il n'est pas de ceux qui se mettent autour d'une table et manifestent aussitôt leur impatience.

Le chef de l'Etat développe toujours des stratégies longues, même si parfois il essaie de fulgurants coups tactiques (comme pour la cinquième chaîne) ou tente d'incompréhensibles combinaisons (comme son entretien avec Kadhafi ou le général Jaruzelski). Le thème de l'union de la gauche, qu'il défendit envers et contre tous pendant plus de dix ans, fut ainsi une impitoyable opération de mystification du Parti communiste, qui en sortit brisé. Avec l'instauration de la proportionnelle, Mitterrand a de la même manière cher-

La cote du Président ...

Quelle opinion, très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise, avez-vous de François Mitterrand comme président de la République ?

très bonne	5 %	} 43 %
plutôt bonne	38 %	
plutôt mauvaise	33 %	} 48 %
très mauvaise	15 %	
ne se prononcent pas	9 %	

... et du Premier ministre

Quelle opinion, très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise, avez-vous de Laurent Fabius comme Premier ministre ?

très bonne	4 %	} 42 %
plutôt bonne	38 %	
plutôt mauvaise	30 %	} 46 %
très mauvaise	16 %	
ne se prononcent pas	12 %	

ché à ouvrir un autre chantier de démolition politique. Son objectif : casser la droite, c'est-à-dire empêcher l'UDF et le RPR d'obtenir une majorité sans le Front national en mars 1986.

Depuis des mois, cette manœuvre semblait cependant se briser sur un mur de sondages qui invariablement donnaient la coalition UDF-RPR triomphante. Or, pour la première fois, le rempart dressé par l'opposition parlementaire pour déjouer le « Kriegspiel » mitterrandien s'effrite un peu. Ce n'est pas une brèche, à peine une fissure, mais la troisième enquête prélectorale Ifop-RTL-Le Point enregistre pour la première fois une nette progression du Parti socialiste, qui, de 23 % des intentions de vote en août, puis de 24 % en octobre, passe à 27 %, alors que la coalition RPR-UDF perd 4 points, avec 45 % des suffrages contre 49 % en août et octobre. Ces fortes variations ont pour corollaire évident des modifications importantes dans la répartition des sièges de la future Assemblée : 297 (contre 342 dans la précédente simulation) pour l'union RPR-UDF, qui garde malgré tout une

majorité absolue de 20 députés ; 178 sièges pour un PS en forte progression (plus 34 sièges).

Ces résultats relancent brutalement une question que les sondages depuis des mois et des mois rendaient incongrue : la droite peut-elle être battue ? Recevant l'autre semaine le triumvirat du PS - Jospin, Poperen, Debarge - François Mitterrand leur disait en substance : « Faites-moi un 27 % ; le reste, j'en fais mon affaire. » Dans cette perspective, le sondage Ifop-RTL-Le Point, réalisé du 25 au 30 novembre 1985 auprès d'un échantillon national de 1 154 personnes représentatif de l'électorat français, constitue donc un premier pavé dans le débat politique. Mais cette étude enregistre aussi une redistribution des cartes entre les hommes, aussi bien dans la majorité que dans l'opposition. Enfin, elle apporte des éléments de réponse nouveaux sur la cohabitation.

► **La droite peut-elle être battue ?** Le fait de pouvoir reposer la question est en soi un événement. Pour autant, il n'incite à aucune réponse, car le mouvement enregistré par cette enquête ne

ramène pas la droite RPR-UDF dans la zone dangereuse de l'incertitude électorale. En effet, l'écart entre droite et gauche demeure considérable : 55 % pour l'ensemble de l'opposition, 41 % pour l'ensemble de la gauche, soit un handicap de 14 points qui ressemble toujours à un gouffre. En outre, plusieurs éléments nuancent ce résultat : les uns tiennent à la technique employée au cours de cette enquête ; les autres, aux ressorts profonds de l'opinion.

Pour la première fois, en effet, ce sondage a été conduit à partir de la situation politique locale réelle, c'est-à-dire en demandant aux personnes interrogées de se prononcer sur les listes nominatives présentées en novembre par les différents partis. Cette nouvelle approche a des effets quasiment mécaniques. D'abord, elle constitue une prime aux grandes forces, qui sont déjà entrées en action, alors que bien souvent les « petites » formations - qui peuvent les grignoter - en sont encore au stade de l'élaboration de leurs listes. Ainsi s'explique la poussée socialiste, qui ne se fait pas aux dépens de l'électorat de droite, mais uniquement au détriment des écologistes, qui - parce qu'ils ne disposent pas de listes dans tous les départements - perdent 3 points au profit du PS.

Cette méthode est ensuite une prime aux hommes : elle introduit la variable, très importante, de la notoriété dans la détermination du vote.

Enfin, elle révèle que la multiplication des listes d'union de l'opposition dans près des deux tiers des départements - même s'il ne s'agit pas des départements qui fournissent les plus forts contingents de députés - laisse du champ au Front national (qui progresse de 2 points et 11 sièges) et aux divers droite (qui, sans avoir d'élus, entament le score RPR-UDF).

Mais, au-delà de ces explications techniques, il en est d'autres qui dévoilent une étonnante fragilité de l'opinion publique. Ainsi, l'analyse du sondage fait apparaître que la remontée du PS demeure d'une très grande précarité. C'est au sein de l'électorat socialiste, en effet, que se recrute le plus fort contingent d'hésitants : 28 % des socialistes disent pouvoir changer d'avis d'ici au 16 mars 1986 (contre 22 % à l'UDF et au RPR) ; 17 % des socialistes et 18 % des communistes s'affirment déjà déçus (13 % à l'UDF et au RPR) ; 37 % des socialistes et 49 % des communistes avouent leur inquiétude (29 % des UDF-RPR) ; 57 % des électeurs du PS et 59 % de ceux du PC déclarent certes

Si l'opposition (RPR-UDF) gagne les prochaines élections législatives prévues pour mars 1986, seriez-vous favorable, opposé ou indifférent à ce que François Mitterrand reste président de la République ?



Comment les Français voient la cohabitation

Si l'opposition de droite l'emporte en 1986 et si François Mitterrand choisit un Premier ministre RPR ou UDF, pensez-vous que celui-ci devrait plutôt... ?

accepter de prendre la tête du gouvernement et s'efforcer de s'entendre avec le Président	51 %
accepter de prendre la tête du gouvernement et engager l'épreuve de force avec le Président	11 %
refuser cette nomination et demander la démission du Président	25 %
ne se prononcent pas	13 %

Si l'opposition de droite l'emporte en 1986, quelle est, parmi les personnalités suivantes, celle que vous préféreriez comme Premier ministre ?

Raymond Barre	21 %
Jacques Chirac	14 %
Michel Rocard	13 %
Laurent Fabius	10 %
Jacques Chaban-Delmas	6 %
Valéry Giscard d'Estaing	5 %
François Léotard	5 %
Simone Veil	4 %
Jacques Delors	3 %
Jean-Pierre Fourcade	1 %
René Monory	1 %
Jacques Toubon	1 %
ne se prononcent pas	16 %

Les intentions de vote aux législatives et à la présidentielle

Imaginons qu'aient lieu aujourd'hui les élections législatives et que vous ayez à choisir entre les listes suivantes : pour laquelle y aurait-il les plus grandes chances que vous votiez ?

liste de l'opposition UDF/RPR	45 %
liste du PS	27 %
liste du PCF	11 %
liste du Front national	9 %
liste des écologistes	4 %
liste de l'extrême gauche	2 %
liste du MRG	1 %
liste divers droite	1 %

Sur 100 électeurs qui se prononcent

S'il y avait prochainement une élection présidentielle, et que François Mitterrand ne se représente pas, pour lequel des candidats suivants voteriez-vous ?

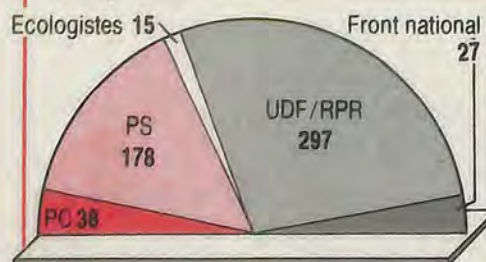
Michel Rocard	24 %
Raymond Barre	23 %
Jacques Chirac	20 %
Valéry Giscard d'Estaing	10 %
Laurent Fabius	9 %
Georges Marchais	7 %
Jean-Marie Le Pen	7 %

Et si vous aviez le choix entre les candidats suivants, pour lequel y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?

Raymond Barre	27 %
François Mitterrand	25 %
Jacques Chirac	21 %
Valéry Giscard d'Estaing	12 %
Jean-Marie Le Pen	8 %
Georges Marchais	7 %

Simulation d'Assemblée

(Répartition des sièges à la proportionnelle départementale à la plus forte moyenne)



garder espoir, mais à droite ce chiffre passe à 66 %.

Ce sentiment d'inquiétude qui rôde à gauche contamine aussi la droite. L'espoir que manifeste l'électorat de l'UDF et du RPR est en effet très ambigu : espérance en la victoire sans doute, mais sans véritable élan. Le vote pour la droite est un vote rejet, ou un vote sanction contre la gauche, et non un vote adhésion. C'est d'abord le gouvernement que l'électorat condamne, comme il condamna Giscard en 1981. Pour autant, aucun vent d'espoir ne se lève : l'opinion n'attend guère mieux de l'opposition que de la majorité dans la

lutte contre l'inflation, le traitement du chômage ou le maintien du pouvoir d'achat. Le jugement sur les leaders confirme d'ailleurs cette absence d'enthousiasme et ces mécanismes de rejet.

► **La redistribution des cartes entre les leaders.** Elle est impitoyable pour Laurent Fabius, qui décidément paie très cher son débat face à Chirac. L'image du Premier ministre est aujourd'hui désintégré : 48 % de bonnes opinions en août, 49 % en octobre, mais 42 % en novembre ; 37 % de mauvaises opinions en août, 37 % en octobre, mais 46 % en novembre. Il faudra beaucoup de temps pour recoller et re-

polir ce miroir brisé. Dans cette chute de la maison Fabius, quelques parpaings vont d'ailleurs s'écraser sur le palais Mitterrand. Après un net redressement en octobre (46 % de bonnes opinions, 46 % de mauvaises), la cote du Président retrouve les chemins bourbeux de l'impopularité (43 % de bonnes opinions, 48 % de mauvaises).

Ces médiocres résultats soulignent bien le caractère incertain du rehaussement socialiste. Depuis le début de la V^e République, les succès électoraux sont toujours passés en effet par une harmonie des indicateurs de popularité et des intentions de vote. Tant que le Président et la majorité ne seront pas en phase, les risques de court-circuit électoral resteront donc importants.

Le principal bénéficiaire de l'effondrement de Fabius est évidemment, à gauche, Michel Rocard. Sur tous les fronts, l'ancien ministre de l'Agriculture progresse, au point d'être aujourd'hui le seul homme politique à ne pas provoquer de rejet (voir le commentaire de Jean-Luc Parodi). Même Raymond Barre est dans le rouge : 42 % des Français souhaitent qu'il dirige la France après le 16 mars, mais 44 % le récuse. C'est que l'effet Barre plafonne. Tout en restant le meilleur présidentiable de l'opposition, il recule. Et l'écart qui le sépare de Jacques Chirac se resserre. Le leader du RPR n'effectue pas cependant la percée foudroyante que pouvait lui laisser espérer son face-à-face victorieux avec Fabius. En vérité, il marque surtout des points comme premier ministrable, car il défend la thèse de la cohabitation à la-

L'état d'esprit des électeurs

Par rapport aux futures élections législatives de mars 1986, diriez-vous que... ?

vous êtes tout à fait sûr de votre choix	65 %
il se peut que vous changiez d'avis d'ici là	26 %
ne se prononcent pas	9 %

Quand vous pensez aux prochaines élections législatives, quel est, parmi les suivants, le mot qui correspond le mieux à votre état d'esprit ? Et ensuite ?

	1 ^{re} réponse	2 ^e réponse	Total
espérance	37 %	20 %	57 %
déception	5 %	9 %	14 %
tristesse	2 %	3 %	5 %
indifférence	9 %	3 %	12 %
écœurement	8 %	6 %	14 %
confiance	14 %	21 %	35 %
inquiétude	17 %	17 %	34 %
soulagement	4 %	7 %	11 %
ne se prononcent pas	4 %	14 %	

SONDAGE IFOP-RTL-LE POI

quelle les Français adhèrent de plus en plus.

► **La cohabitation : une idée qui fait son chemin.** En août, 37 % des Français étaient contre, 30 % pour. Aujourd'hui, le rapport s'est inversé : 35 % des personnes interrogées se disent favorables à la cohabitation, 31 % opposés, 27 % restent indécis. Un Français sur

Le pronostic économique et social

A votre avis, que se passera-t-il après les élections législatives de 1986 en cas de maintien d'une majorité regroupée autour du Parti socialiste ? En cas de victoire de l'opposition RPR-UDF ?

	Majorité	Opposition
L'inflation		
l'inflation augmentera	26 %	24 %
l'inflation diminuera	14 %	16 %
ni l'un ni l'autre	41 %	37 %
ne se prononcent pas	19 %	23 %
Le chômage		
le chômage augmentera	47 %	32 %
le chômage diminuera	9 %	19 %
ni l'un ni l'autre	31 %	35 %
ne se prononcent pas	13 %	14 %
Les conflits sociaux		
il y aura plus de conflits sociaux	29 %	36 %
il y aura moins de conflits sociaux	8 %	12 %
ni plus ni moins de conflits sociaux	49 %	36 %
ne se prononcent pas	14 %	16 %
Le pouvoir d'achat		
le pouvoir d'achat augmentera	12 %	24 %
le pouvoir d'achat diminuera	39 %	22 %
ni l'un ni l'autre	36 %	37 %
ne se prononcent pas	13 %	17 %

deux pense en outre que si François Mitterrand désigne un Premier ministre RPR ou UDF, celui-ci devra prendre la tête du gouvernement et s'efforcer de s'entendre avec le chef de l'Etat. C'est donc une cohabitation-compromis, et non une cohabitation-confrontation, qui se dessine dans la tête des électeurs.

Ce schéma fait évidemment la preuve du légitimisme croissant des Français. Mais il lève peut-être aussi le voile sur une nouvelle réalité : avec ses multiples changements de cap depuis 1981, François Mitterrand a dérégulé toutes les boussoles. Et les Français n'y voient plus clair, dans le brouillard politique qui flotte sur le pays. ● DENIS JEAMBAR

Un rejet général

Il existe des élections d'adhésion et des élections de rejet. Les prochaines législatives, la nouvelle enquête Ifop-RTL-Le Point le montre, relève incontestablement de la seconde catégorie. Interrogés sur les dirigeants par lesquels ils souhaiteraient voir la France gouvernée après mars 1986, les Français n'émettent quasiment que des choix négatifs.

Le rejet était attendu en ce qui concerne François Mitterrand, dont on connaît la cote négative dans l'opinion depuis trois ans. Il n'est pas vraiment surprenant pour Laurent Fabius, que sa récente autodestruction, lors du débat avec Jacques Chirac, a ramené au niveau du Président. Encore faut-il souligner que, dans les deux cas, près de trois sympathisants sur dix ne leur souhaitent pas de rôle dirigeant.

A droite, le rejet frappe spectaculairement les trois leaders dont le nom est le plus souvent prononcé comme probable Premier ministre, donc comme véritable chef du pouvoir exécutif dans la période de cohabitation : à peine un quart des Français pour Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chaban-Delmas, un gros tiers pour Jacques Chirac, et, dans les trois cas, une majorité absolue d'opinions négatives. VGE et Chaban sont même minoritaires dans l'électorat de l'opposition.

Seuls Raymond Barre et Michel Rocard laissent l'opinion plus divisée, légèrement minoritaire pour le premier (42 % contre 44 %), à égalité pour le second (43 % contre 43 %). Cette double exception au rejet général vient, comme toujours, du succès partiel et décisif que rencontrent ces leaders dans le camp d'en face : 22 % des électeurs socialistes souhaitent que la France soit dirigée par Raymond Barre ; 31 % des électeurs de l'opposition UDF-RPR souhaitent qu'elle le soit par Michel Rocard.

Ce refus général doit également être nuancé par le rappel d'un précédent sondage, selon lequel 49 % des Français (contre 36 %) souhaiteraient la victoire d'une majorité UDF-RPR. C'est donc bien dans la division de la droite, par anticipation présidentielle, qu'il faut chercher l'explication du rejet de ses leaders. Si les élections législatives confirment les indications des sondages, la France risque ainsi d'être gouvernée après mars 1986 par un Président minoritaire et par un Premier ministre qui, dans l'opinion, ne

Au fond de vous-même, souhaitez-vous ou non que la France soit dirigée, après les prochaines élections législatives, par... ?

Michel Rocard

le souhaite 43 %

ne le souhaite pas 43 %

ne se prononcent pas 14 %



Raymond Barre

le souhaite 42 %

ne le souhaite pas 44 %

ne se prononcent pas 14 %

Jacques Chirac

le souhaite 35 %

ne le souhaite pas 53 %

ne se prononcent pas 12 %

François Mitterrand

le souhaite 30 %

ne le souhaite pas 57 %

ne se prononcent pas 13 %

Laurent Fabius

le souhaite 29 %

ne le souhaite pas 58 %

ne se prononcent pas 13 %

Jacques Chaban-Delmas

le souhaite 27 %

ne le souhaite pas 56 %

ne se prononcent pas 17 %

Valéry Giscard d'Estaing

le souhaite 25 %

ne le souhaite pas 62 %

ne se prononcent pas 13 %

le serait pas moins. Ce couple institutionnel sans précédent additionnerait peut-être ses partisans. On ne peut pas complètement exclure cependant qu'il cumule plutôt ses mécontents. ●

par
JEAN-LUC PARODI

Centre d'études de la vie politique française. Conseiller pour les études politiques de l'Ifop

